



Rennes, le 3/12/03

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

9, rue du Clos Courtel
CS 34308
35043 RENNES Cedex
Téléphone : 02 99 27 66 66
Télécopie : 02 99 27 66 70

Gilles BELLEC

Directeur

Michel MONCLAR
Chef de Groupe de Subdivisions
de l'Ille-et-Vilaine

**RAPPORT DE L'INSPECTEUR
DES INSTALLATIONS CLASSES**

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Demande en date du 8 octobre 2002 de la Société MAILLEUX complétée le 12 septembre 2003

Installation d'assemblage et peinture de machines agricoles sur le territoire de la commune d'ACIGNE

REF. : Transmission de M^{me} la Préfète de la Région Bretagne, Préfète d'Ille-et-Vilaine en date du 11 octobre 2002

Par transmission visée en référence, la Préfecture d'Ille-et-Vilaine nous a communiqué pour avis une demande de la Société MAILLEUX concernant la régularisation d'une installation d'assemblage et peinture de machines agricoles sur le territoire de la commune d'ACIGNE.

1. – Présentation de la demande

1 – Présentation de l'activité

La Société MAILLEUX est une entreprise familiale installée sur la commune d'ACIGNE depuis 1951. Elle est spécialisée dans la fabrication de matériel de manutention hydraulique sur différentes marques et modèles de tracteurs agricoles.

Ille représente 50 % du marché français du chargeur frontal

La société conçoit les systèmes de manutention dans son propre bureau d'étude et dispose des brevets correspondants.

L'activité industrielle proprement dite consiste, à transformer mécaniquement des matières premières telles que tôles, barres, tubes, ... par cisailage, pliage, coupage et perçage.

Après soudage des pièces ainsi fabriquées, les différents éléments sont grenailés pour obtenir une surface de bonne qualité.

Les pièces sont ensuite peintes et cuites suivant les teintes « constructeur » des tracteurs sur lesquels elle seront montées.

Enfin, après assemblage, le dispositif de manutention complet est testé puis emballé pour être livré au client.

1.2. – Organisation des activités

Les activités décrites ci-dessus sont réparties sous 4 unités appelées U₁, U₂, U₃ et U₄ de la façon suivante :

Dans l'unité U₁, située Rue de Rennes à ACIGNE, sont produits des bâtis mecano-soudés, des attelages et relevages avant à partir de matières premières transformées mécaniquement et soudées.

Ces éléments servent de jonction entre l'appareil de levage ou de manutention et le tracteur agricole.

Dans l'unité U₂, située Rue du Pont d'Ohin à ACIGNE, à quelques centaines de mètres de l'implantation précédente, tout le cycle de fabrication est représenté.

Dans l'unité U₃, sur le même site que U₂, les éléments fabriqués sur le site U₁ sont grenailés et peints. Ces pièces, celles provenant de U₂ ainsi que d'autres composants élaborés à l'extérieur sont montés, testés et emballés pour expédition également dans U₃.

Le transfert de U₁ vers U₃ se fait par tracteur agricole et remorque. Les éléments fabriqués dans U₂ sont acheminés dans U₃ par convoyeur aérien.

Dans le bâtiment U₄ sont réalisées des pièces particulières de façon artisanale.

1.3. – Situation administrative

Les activités dans les unités U₁, U₂ et U₃ sont soumises à autorisation au titre du Code de l'Environnement.

L'exploitation de U₁ a été autorisée par arrêté préfectoral n° 20 282 du 18 août 1992.

L'exploitation de U₂ a été autorisée par arrêté préfectoral n° 20 283 du 18 août 1992.

Depuis cette date le remplacement du traitement chimique des métaux par un grenaillage et l'augmentation de la quantité de peinture appliquée par pulvérisation a modifié de façon importante l'activité du bâtiment U₂.

De plus, en 1999, l'unité U₃ a été mise en service sans autorisation.

Ces trois modifications notables sont soumises à autorisation et ont justifié le dépôt d'une demande de régularisation prescrite par arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 août 2001.

A la demande de l'inspection, le dossier présenté concerne l'ensemble du site du Pont d'Ohin comportant les unités U₂ et U₃, les impacts de ces deux installations ne pouvant être dissociés.

Les activités au titre du Code de l'Environnement sont reprises dans le tableau ci-dessous :

RUBRIQUE	NATURE DE L'ACTIVITE ET SEUIL DE CLASSEMENT	INSTALLATIONS FUTURES	RAYON D'AFFICHAGE	*
2560 (ex. 282-1)	Traitement mécanique des métaux La puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 500 kW	Autorisation 1 000 kW	2 km	
	U ₂ : 1000 kW (Puissance du transformateur) (Situation inchangée)			b
	U ₃ : Pas de travail mécanique des métaux			
2565 (ex. 288-1)	Traitement chimique des métaux de volume supérieur à 1 500 litres			
	U ₂ : Traitement chimique des métaux de 24 000 litres (abandonnée à partir de novembre 2001)			e
	U ₃ : Pas de traitement de surface			
2940-1 (ex. 405 B 1 a et 406 1 b)	Application de peinture au trempé. La quantité maximale équivalente susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 1 000 litres	Autorisation 4 000 litres	1 km	
	U ₂ : Pas de bac au trempé			
	U ₃ : 4 000 litres équivalents de liquides de 1 ^{ère} catégorie			c
2940-2 (ex. 405 B 1 a et 406 1 b)	Application de peinture par pulvérisation. La quantité maximale de peinture utilisée étant supérieure à 100 kg/jour	Autorisation 460 kg/jour	1 km	
	U ₂ : 390 kg/jour			b et c (150 kg/j)
	U ₃ : 140 kg/jour équivalent 70 kg/jour			c
2575	Emploi de matières abrasives telles que grenaillage, ... La puissance installée des machines fixes supérieure à 20 kW	Déclaration 207 KW		
	U ₂ : Installation de grenaillage de puissance 122 kW			c
	U ₃ : Installation de grenaillage de puissance 85 kW			c

RUBRIQUE	NATURE DE L'ACTIVITE ET SEUIL DE CLASSEMENT	INSTALLATIONS FUTURES	RAYON D'AFFICHAGE	*
2925 (ex. 3)	Atelier de charge d'accumulateurs d'une puissance maximale de courant continu supérieure à 10 kW	Déclaration 39 kW		
	U ₂ : 12 kW			b
	U ₃ : 27 kW			c
1220 (ex. 328 bis)	Stockage d'oxygène liquide supérieur à 2 tonnes mais inférieur à 200 tonnes	Déclaration 3,5 tonnes		
	U ₂ : Un réservoir de 3 500 kg (situation inchangée) et 3 bouteilles de 15 kg			b
	U ₃ : Pas de stockage			
2920-2b	Installation de compression d'air fonctionnant à une puissance effective supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	Déclaration 105 kW		
	U ₂ : 60 kW			c
	U ₃ : 45 kW			
1432	Dépôt de liquides inflammables. La quantité maximale équivalente étant supérieure à 10 m ³ mais inférieure à 100 m ³ U ₂ : Un local de stockage contenant au maximum 14 m ³ de liquide de 1 ^{ère} catégorie Une cuve aérienne de gasoil (10 000 litres) équivalent à 2 m ³ de liquide de 1 ^{ère} catégorie Une cuve aérienne de fioul de 100 litres équivalent à 0,2 m ³ de liquide de 1 ^{ère} catégorie	Déclaration 16,2 m ³		c
1433 A	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables La quantité totale susceptible d'être présente est de 14 tonnes	Déclaration		c
1434-1b	Installation de distribution dont le débit équivalent en liquide de 1 ^{ère} catégorie est supérieur à 1 m ³ /heure mais inférieur à 20 m ³ /heure U ₂ : Un poste de distribution (gasoil) de débit équivalent 0,6 m ³ /heure de liquide de 1 ^{ère} catégorie	NC 0,6 m ³ /heure		
1530	Dépôt de bois environ 100 m ³ de palettes	NC		
1131-2	Stockage et emploi de substances et préparations toxiques chromate de plomb	NC 200 kg		

* Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (b) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (c) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c) et (d).

/.

2. – Enquête publique et avis des services

2.1. – Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 17 mars au 18 avril 2003

Vingt deux observations ont été inscrites sur le registre et dix courriers ont été transmis au Commissaire-Enquêteur M. LE COQ.

Les observations portent sur les thèmes suivant

*le dossier concerne une demande de régularisation d'une situation illégale (2 observations),
les nuisances olfactives (9 observations),
les nuisances sonores (7 observations),
les émissions de composées organiques volatils (7 observations),
la pollution de l'eau, la hauteur des cheminées, le contenu des peintures, le trafic routier, le stockage des déchets, le contrôle des rejets, le caractère inondable de la zone (1 observation par thème).*

Dans son mémoire, le pétitionnaire apporte des réponses aux principales demandes et interrogations du public. Des engagements sont pris sur les mises en conformité nécessaires.

Le Commissaire-Enquêteur conclut

«En conséquence, j'émet un avis favorable à la demande de régularisation administrative des unités U_2 et U_3 après la mise en œuvre des engagements pris par le pétitionnaire.

Je recommande la réalisation d'une protection phonique entre le bâtiment U_2 et les riverains à l'Ouest ainsi que la mise en place d'une Commission Locale d'Information et de Suivi du fonctionnement des installations».

2.2. – Avis des Conseils Municipaux

2.2.1. – Commune d'ACIGNE

Le Conseil Municipal demande à la Société MAILLEUX

«d'approfondir le dossier en proposant des mesures complémentaires d'élimination des nuisances et des risques quels qu'ils soient ;

d'établir un plan de progrès argumenté et planifié ;

de s'engager véritablement dans une démarche partenariale de réduction des nuisances associant les riverains et la collectivité».

2.2.2. – Commune de THORIGNE FOUILLARD

Le Conseil Municipal demande à la Société MAILLEUX

«d'approfondir le dossier en proposant des mesures complémentaires d'élimination des nuisances et risques quels qu'ils soient ;

demande également aux services spécialisés de l'Etat et aux organismes chargés des contrôles de veiller plus strictement à la réalisation des actions proposées et de mettre en œuvre les contrôles périodiques du respect des procédures et modes de fonctionnement proposés ».

2.2.3. – Commune de CESSON SEVIGNE

Le Conseil Municipal de CESSON SEVIGNE émet un avis favorable.

2.2.4. – Commune de NOYAL-SUR-VILAINE

L'avis de cette commune ne nous est pas parvenu.

2.3. – Avis des Services

2.3.1. – Avis de la Direction Départementale de l'Equipement

La Direction Départementale de l'Equipement ne formule aucune observation sur le dossier.

2.3.2. – Avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales émet un avis favorable sous réserve de la prise en considération des remarques suivantes :

«la mise en place d'un disconnecteur et non d'un simple clapet anti-retour est indispensable entre le réseau public d'eau potable et l'établissement ;

le non respect en particulier des émergences réglementaires sonores par rapport aux riverains doit conduire à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces. Par ailleurs la mise en place d'une installation à découpe LASER moins bruyante impose une nouvelle campagne de mesures ;

les déchets produits dans l'établissement et assimilables aux déchets ménagers doivent suivre une filière adaptée, privilégiant la valorisation ; quant aux éventuels déchets médicaux ou d'infirmierie, une filière spécifique doit être réservée».

2.3.3. – Avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt a émis un avis réservé en précisant

«Il est indiqué que deux bassins sont existants sur le site. Il conviendrait, par une note complémentaire d'établir l'adéquation de ces bassins aux surfaces concernées et à la rétention nécessaire. De plus ces bassins doivent être munis d'ouvrages conformes permettant :

- la régulation des débits ;*
- la surverse pour les débits de crue ;*
- grille, décantation ;*
- vanne de confinement.*

Il semble de plus que le bassin le plus important soit en fait un plan d'eau ; l'existence d'un marnage suffisant devra être vérifiée.

Le fonctionnement des réseaux eaux pluviales ne m'apparaît pas très clairement sur le plan de masse. Il semble que des rejets aient lieu directement dans le milieu sans transiter par le bassin tampon».

2.3.4. – Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis l'avis suivant

«J'ai l'honneur de vous faire savoir que l'étude de ce projet appelle de ma part, un certain nombre de remarques. En effet, en complément des mesures prévues dans l'étude des dangers et en rappel :

de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 18 août 1992 (article 2.1. Prescriptions générales – paragraphe 9 traitant de l'incendie)

des prescriptions formulées le 03 juin 1997 par le corps des sapeurs-pompiers du District de Rennes dans le cadre de l'instruction du permis de construire PC n° 3500197T1013, il convient de prescrire au pétitionnaire la réalisation des mesures suivantes :

installer 2 poteaux incendie (conforme à la norme NFS 62.200) à moins de 200 m de l'établissement (entrée du site) par les voies accessibles aux engins de secours.

Installer un système de désenfumage par canton à fumée dans le bâtiment U3.

Installer 2 réservoirs incendie - un réservoir de 480 m³ à l'Est du site à moins de 200 m des bâtiments U2 et U3.

- un réservoir d'au moins 123 m³ au Sud du site et à moins de 200 m du bâtiment U2, séparé du bassin de rétention des eaux d'extinction (1 883 m³).

Aménager 4 aires d'aspiration de 32 m² chacune pour chacun des réservoirs situés au Nord et Est du site et aménager une aire d'aspiration de 32 m² également pour celui prescrit au Sud.

Séparer le système de rétention des eaux d'extinction des réservoirs incendie.

Aménager les réservoirs d'incendie et leurs aires d'aspiration conformément aux Fiches techniques (élaborées par le SDIS 35) n° 00/01, 00/02, 00/03, 00/04 et 02/01 ci-jointes.

Prendre contact avec le service prévision de l'Etat-Major du Groupement de Rennes (CIP St Georges, 2 rue Gambetta 35000 Rennes – 02.99.78.52.66) dans le cadre de la réception des réservoirs d'incendie et de leurs aires d'aspiration ainsi que pour l'implantation des nouveaux poteaux d'incendie conformément à l'article 150 bis de l'arrêté préfectoral portant règlement opérationnel du SDIS d'Ille-et-Vilaine».

3. – Analyse de l'Inspection des Installations Classées

3.1. – Situation initiale

Le 2 avril 2001, un arrêté préfectoral a été signé mettant en demeure la Société MAILLEUX d'établir un bilan mensuel des solvants conformément à l'article 5.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20 283 du 18 août 1992 ainsi qu'une mesure des rejets atmosphériques conformément à l'article 5.3. de ce même arrêté.

Le 3 mai 2001, la Préfecture d'Ille-et-Vilaine a transmis un courrier à l'exploitant lui demandant de régulariser sa situation administrative.

Le 22 mai 2001, il a été constaté par l'Inspecteur des Installations Classées que

l'arrêté de mise en demeure avait été suivi d'effet,
les mesures des rejets atmosphériques révélaient des dépassements,
l'exploitant n'avait toujours pas régularisé sa situation administrative.

Le 21 août 2001, deux procès-verbaux d'infraction ont été transmis par l'Inspecteur des Installations Classées pour non respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation et exploitation d'une Installation Classée sans autorisation.

Le 31 août 2001, la Société MAILLEUX a été mise en demeure de déposer un dossier de régularisation administrative.

Le 17 décembre 2001, la Société MAILLEUX a déposé un dossier de régularisation.

Le 26 mars 2002, l'exploitant a été informé que le dossier était incomplet et irrégulier.

Après changement de bureau d'étude, un nouveau dossier a été déposé le 8 octobre 2002. Ce dossier a été déclaré recevable le 3 décembre 2002. A l'issue de l'enquête publique, des compléments ont été demandés à l'exploitant concernant les secours incendie et la gestion des eaux pluviales

Ces compléments sont parvenus en dernier lieu le 8 octobre 2003.

Ce récapitulatif révèle une action de l'entreprise peu volontaire et nécessitant une pression excessive de la part des services de l'Etat.

3.2. - Examen de la demande au plan administratif

Nous rappellerons en premier lieu qu'il est apparu indispensable de traiter le site dans sa totalité plutôt que de considérer les unités U_2 et U_3 comme deux établissements séparés.

Pour des raisons historiques le tableau du point 1.3. sépare les deux unités U_2 et U_3 sans remettre en cause le principe évoqué au paragraphe précédent. Le régime de classement est en effet déterminé par cumul des activités au sein d'une même rubrique.

L'analyse de ce tableau montre que les modifications essentielles sont

abandon du traitement chimique des métaux soumis à autorisation (U_2) ;

remplacement de ce traitement par deux installations de grenailage soumises à déclaration (U_2 et U_3) ;

mise en service d'application de peinture au trempé soumise à autorisation (U_3) ;

augmentation de la quantité de peinture appliquée par pulvérisation de 150 kg/jour à 460 kg/jour (U_2 et U_3)

3.3. - Evolution de la réglementation

Nous noterons plus particulièrement pour ce dossier, la parution de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

Cet arrêté ministériel a précisé les dispositions réglementaires relatives à l'émission des Composés Organiques Volatils.

Est également paru l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1997 relatif au bruit.

3.4. - Analyse du dossier

Sont examinés ci-dessous les différentes observations émises par le public, les services et les municipalités.

3.4.1. – Nuisances olfactives

Neuf riverains se sont plaints d'odeurs désagréables qui proviendraient d'U₂ et U₃ et auraient pour origine les rejets de solvants.

Dans la mesure où, il a été constaté par l'Inspection des Installations Classées en mai 2001 que les rejets atmosphériques solvantés étaient excessifs, il est fort probable que ceux-ci soient effectivement à l'origine des odeurs ressenties.

Dans ce cas la réduction des émissions en Composés Organiques Volatils (C.O.V.) limitera les odeurs (cf paragraphe 3.4.3. rejets atmosphériques).

3.4.2. – Bruit

Un riverain est situé en bordure du site Deux autres à environ 100 mètres et 180 mètres

Les riverains se plaignent du bruit de 5 heures du matin à 22 heures le soir.

Des mesures de bruit ont été réalisées les 19 et 20 juin 2002 en limite de propriété. Elles ont révélé un dépassement de 2,5 dB (A) la nuit à l'Est de U₃ par rapport aux valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20 283 du 18 août 1992.

En limite de propriété avec le riverain le plus proche, l'émergence mesurée atteint 7 dB (A) le jour et 14,5 dB (A) la nuit.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place des mesures de réduction de l'impact sonore de l'installation :

réduction des effets sonores dus au trafic à l'intérieur de l'usine limitation de la vitesse, interdiction de klaxonner, arrêté moteurs ;

fermeture systématique des portes avec mise en place d'une ventilation ;

remplacement de la machine de poinçonnage par une machine de découpe laser ;

manipulation des pièces métalliques par système à ventouses.

Au plan réglementaire, l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement s'applique en vertu de son article 1^{er} :

«Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles, dont l'arrêté d'autorisation interviendra postérieurement au 1^{er} juillet 1997 ainsi qu'aux installations existantes faisant l'objet d'une modification autorisée postérieurement à cette même date».

Toutefois l'article 3 de cet arrêté précise

«Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1^{er} juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette distance ne peut excéder 200 mètres. Toutefois, les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement, fixés par arrêté autorisant la modification, ne peuvent être supérieurs aux niveaux admissibles prévus dans l'arrêté d'autorisation initial, sauf si le niveau de bruit résiduel a été modifié de manière notable».

En conséquence, nous proposons que malgré l'extension des activités les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20 283 du 18 août 1992 soient maintenues de façon à garantir globalement le même niveau de bruit de l'installation.

On notera que ces valeurs sont respectées en limite de propriété, côté riverains.

La réglementation permet de déroger dans un rayon maximal de 200 mètres aux règles d'émergence dans les zones réglementées lorsque l'établissement existait au 1^{er} juillet 1997.

L'importance de l'émergence mesurée dans le dossier, en particulier la nuit auprès du riverain le plus proche nous semble toutefois nécessiter :

une nouvelle campagne de mesure de bruit pour vérifier les effets des mesures prises par l'exploitant pour respecter les valeurs autorisées en limites de propriété ainsi que les émergences fixées par l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1997 pour l'habitation située à 180 mètres environ ;

en cas de dépassement des valeurs d'émergence dans les zones à émergence réglementée situées à plus de 180 mètres des limites de propriété, l'exploitant devra fournir une étude technico-économique permettant de réduire les émergences constatées tout particulièrement en période de nuit.

S'il y a lieu, les résultats de cette étude seront actés par arrêté préfectoral complémentaire.

3.4.3. – Rejets atmosphériques

L'arrêté ministériel du 29 mai 2000 a modifié l'arrêté ministériel du 2 février 1998 afin de limiter les rejets atmosphériques en particulier en matière de C.O.V.

Ces dispositions sont les suivantes pour celle qui sont applicables au site

- article 30.22

La consommation de solvant étant supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de C.O.V. non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total est de 50 g/m³ pour le séchage et de 75 mg/m³ pour l'application.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés.

./.

- article 28.1

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, ce qui est le cas, l'exploitant transmet annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Enfin, l'article 70 VII précise les délais d'application

Les dispositions relatives aux rejets de C.O.V. du 7° de l'article 27, de l'article 28-1, des 19° à 35° de l'article 30 et du 7° de l'article 59 sont applicables :

aux installations autorisées après le 31 décembre 2000, dès leur mise en service et
aux installations autorisées avant le 1^{er} janvier 2001, au 30 octobre 2005 sauf
mention contraire prévue aux points *a* et *b*.

Le flux total des émissions canalisées de C.O.V. a été évalué à 7 kg/heure.

Nous considérons que les unités U_1 et U_3 sont soumises aux nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 dans la mesure où l'exploitant, pour pouvoir bénéficier d'un délai de mise en conformité jusqu'au 20 octobre 2005 aurait du régulariser sa situation administrative avant le 31 décembre 2000.

Nous proposons donc de limiter l'ensemble des émissions à 50 mg/m³ en carbone total pour le séchage et 75 mg/m³ en carbone total pour l'application.

Le contrôle du respect de ces limites devra être effectué annuellement et la première fois dans les trois mois suivant la signature de l'arrêté.

En cas de dépassement, l'exploitant sera mis en demeure de régulariser sa situation dans un délai déterminé.

L'exploitant n'utilise pas de solvants visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ni concernés par les phrases de risque R40, R45, R46, R49, R60 et R61.

Ces produits seront donc interdits dans le projet d'arrêté préfectoral proposé.

L'analyse des effets de ces produits sur la santé, établie par l'exploitant révèle un risque acceptable.

A signaler que le remplacement du traitement de surface par une grenailluse a permis de diminuer la consommation de peinture d'un tiers en 2002.

3.4.4. – Pollution de l'eau

Le traitement de surface étant supprimé, il n'y a plus de rejets d'eaux usées industrielles

Conformément à l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt qui lui a été transmis, l'exploitant a pris des dispositions complémentaires.

Les eaux pluviales disposent d'équipements dont les caractéristiques sont les suivantes

un plan d'eau susceptible de retenir 1 800 m³ permettant la décantation des boues

un bassin de 480 m³ géré à vide permettant la décantation des boues et la rétention des hydrocarbures ;

des systèmes de vannage ou d'obturateurs permettant la rétention d'eaux éventuellement polluées.

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit que l'ensemble des eaux pluviales rejetées soient déshuilées et décantées dans la mesure où il n'y a pas de séparation des eaux de toiture et de surface imperméabilisées au sol.

Il précise également que les bassins par lesquels transitent ces eaux doivent être équipés de systèmes permettant la régulation des débits et surverse en cas de débits exceptionnels.

3.4.5. – Déchets

L'exploitant a pris en compte les remarques formulées au cours de l'enquête dans ce domaine. L'arrêté préfectoral reprend les prescriptions habituelles.

3.4.6. – Risques

3.4.6.1. - Comportement au feu des bâtiments (atelier de peinture U₃)

Bien que les peintures utilisées dans le bâtiment U₃ soient hydrodiluable (non inflammables) les dispositions existantes relatives au comportement au feu de ce bâtiment ont été indiquées dans le projet d'arrêté préfectoral.

3.4.6.2. - Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis des réserves le 16 avril 2003 sur le dossier fourni et sur les équipements existant sur le site au cours d'une visite de l'usine antérieure à la demande d'autorisation.

A l'issue d'une visite du Service Départemental d'Incendie et de Secours le 22 juillet 2003, ce service nous a informé par courrier du 3 octobre 2003 que, moyennant :

la mise en place d'une borne incendie supplémentaire début 2004 à moins de 200 mètres du site,

l'aménagement des réservoirs incendie et des aires d'aspiration conformément à l'article 160 bis de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2003 portant règlement opérationnel du Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Ille-et-Vilaine,

l'exploitant avait répondu positivement aux remarques formulées.

4. – Proposition de l'Inspection

L'exploitant s'est engagé dans une démarche de mise en conformité de l'ensemble du site du Pont d'Ohin en déposant son dossier de régularisation, en mettant en conformité les installations ou en s'engageant à le faire pour ce qui concerne en particulier la réduction des émissions de solvants et des odeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint fixe des prescriptions qui pour certaines d'entre elles ne sont pas encore respectées (Composés Organiques Volatils) ou pour d'autres n'ont pas encore été vérifiées suite aux améliorations effectuées (bruit).

Compte tenu des délais proposés par l'exploitant (juillet 2004 pour les solvants) ou par l'arrêté (3 mois après la signature pour les mesures de bruit et de C.O.V.), l'arrêté préfectoral pourrait être suivi d'arrêtés de mise en demeure de mise en conformité dans des délais déterminés.

Si nécessaire, une éventuelle consignation, progressive et fractionnée de la somme correspondant à l'exécution des travaux suivra.

5. – Conclusions

Les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et la protection de l'environnement.

En particulier

- la prise en compte de l'émergence du bruit au voisinage de l'installation devrait en limiter les effets auprès des riverains les plus proches ;
- la diminution entreprise et programmée des rejets atmosphériques en matière de Composés Organiques Volatils par la suppression des substances présentant les risques les plus forts, la mise en œuvre de peinture hydrodiluable ou à haut extrait sec réduira l'impact sur la qualité de l'air et les odeurs ;

le remplacement du traitement de surface chimique par des installations de grenaillage diminuera l'impact de l'établissement sur l'eau.

En conséquence, nous émettons un avis favorable concernant la demande de la Société MAILLEUX et nous proposons de soumettre à l'avis des membres du Conseil Départemental d'Hygiène le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

L'exploitant consulté a donné son accord sur le projet d'arrêté préfectoral.

**L'Inspecteur des Installations Classées,
Yves GENOT**

